

Il est demandé au porteur du projet d'établir un rapport sur le modèle ci-dessous et de le communiquer à l'administration de la MSHB.

I. Renseignements administratifs

A. Fiche d'identité du projet

Titre projet	Eduquer et Former à l'agroécologie en Bretagne
Coordonnateur du projet (nom - laboratoire et université de rattachement)	Sandra Safourcade – Centre de recherche sur l'éducation, les apprentissages et la didactique, Université Rennes 2 Ronan Le Délézir -Laboratoire Géoarchitecture - Territoires-Urbanisation-Biodiversité- Environnement (EA 7462) – Université Bretagne Sud
Autres équipes participantes *	Philippe Woloszyn, CNRS, Laboratoire Passages UMR 5319, Bordeaux Marc Potel, RSE, Past Mater 2 Ingénierie Psychologie sociale et Cognitive Université Rennes 2 Denez Hignet, M2 Psychologie du travail et des organisations Alain Somat, enseignant chercheur en Psychologie sociale et expérimentale Ali AÏT ABDELMALEK, Mutations agricoles, ruralité, Europe et local, Sociologie et complexité, Organisations et professions, LiRIS, université Rennes 2 Tristan STOHÉLLOU, docteur en sociologie et LiRIS, université Rennes 2 Marthe MAGROU , Docteure Sociologie - Chercheuse associée du LiRIS Jean-Paul MARTEL, Président du MNLE Pays de Loire Naturellement. Josselin Abrard, stagiaire, Master 2 Recherche, études et expertises en éducation et formation, Sciences de l'éducation et de la formation, université Rennes 2 Bernard Gaillard, ancien membre du Comité de pilotage régional santé-environnement
Référence de la décision (date du Conseil Scientifique de la MSHB)	3/12/2024
Période du projet	Novembre 2023 – Février 2026

(date début – date fin)	
Rédacteur de ce rapport : nom	Safourcade Sandra
téléphone	0661504410
adresse électronique	sandra.safourcade@univ-rennes2.fr
Date	18/03/2026

* S'il y a eu modification des partenaires initialement prévus, en expliquer les raisons.

Résumé du projet (maximum 4000 caractères)

Ce projet étudie la compréhension de la complexité des métamorphoses contemporaines d'ordre politique, économique, technique et culturel à travers la question agricole comme analyseur de l'intégration des transitions environnementales sur le territoire breton. Il interroge plus spécifiquement la construction des connaissances des producteurs agricoles en matière de pratiques agraires.

Dans sa démarche, ce projet de recherche mobilise l'approche incubatrice qui articule disciplines, problématiques, méthodologies, cultures, pratiques et controverses. Il s'appuie sur la force de l'interdisciplinarité en sciences humaines et sociale (sciences de l'éducation, sociologie, géographie, psychologie) pour décrire, expliquer, comprendre les pratiques des professionnels de la terre à l'œuvre dans l'objectif d'étudier les transformations sociales en agroécologie.

Ce projet s'inscrit ainsi dans l'axe Démocratie, transformations & expérimentations dans sa volonté de mettre en exergue la co construction des pratiques entre acteurs de terrain et acteurs académiques du monde agricole.

B. Etablir, par rubrique, le pourcentage de consommation des dépenses vis-à-vis de l'aide totale allouée

Nature	Montant	(%)
FONCTIONNEMENT		85,55
- Missions et déplacements	426,50	
- Consommables	604,07	
- Publications, brevet...		
- Organisation événementielle	1024,89	
PERSONNELS		14,45
- vacataire / autres (préciser)	348	
AUTRES		
- Prestation de service externe (préciser)		
Total	2403,46	100

C. Indiquer les autres aides obtenues

(Il peut s'agir de ressources financières, ressources humaines, allocations de recherche, ...)

II. Renseignements scientifiques

1. Rappel des objectifs initiaux du projet

Le projet interroge la problématique éducative mais aussi le champ dit « agri-environnemental » ; Il s'agit de repérer, d'analyser et de comprendre les enjeux de la connaissance agro-environnementale des travailleurs de la terre. Ce projet vise à collecter un ensemble de données qui contribue à mieux saisir la manière dont les producteurs agricoles construisent des connaissances en matière de pratiques agraires plus soucieuses de la transition écologique (le respect de la nature et de sa protection contre les pollutions d'origine agricole, la préservation des écosystèmes dits naturels ou de leur restauration éventuelle, la conservation des ressources naturelles

La recherche proposée vise d'une part, une étude des pratiques à travers l'analyse des représentations sociales et du transfert des compétences dans le monde agricole et d'autre part, la facilitation à l'adaptation par l'évaluation des capacités des individus à mobiliser diverses ressources, qu'elles soient d'ordre personnel ou sociétal au service de prise de décision et de l'adaptation face aux diverses transitions.

L'étude des potentialités offertes par les environnements contribue à réinterroger les systèmes de production. En effet, pour la profession agricole, le sens du travail semble avoir été remis paradoxalement en question du fait de la réussite d'une politique excessivement productiviste et intensive. La question qui se pose est celle du sens et de la production plus soucieuse de l'environnement, des animaux et des humains. L'hypothèse est celle d'une capacité à orchestrer les ressources et être ainsi un véritable acteur de ses conduites.

Du point de vue de la formation, de ses étudiants, ses formateurs et ses structures, l'enjeu est celui que les étudiants prennent mieux en compte l'impact environnemental sur la transformation agroalimentaire quand ils réfléchissent la transition. Cela dans l'objectif que les futurs ingénieurs soient en mesure de conduire le changement dans leurs structures professionnelles et d'agir sur la transformation des pratiques agricoles pour qu'elles soient plus respectueuses de l'environnement. Un véritable travail d'adaptation des enseignements doit être établi pour que la formation soit précurseur des transitions. Pour cela, elle doit être pensée en alternance avec le terrain, avec l'appui des industriels (RSE, ateliers) de manière à mobiliser des outils de transformation plus adaptables et donc de repenser les procédés (par exemple, l'utilisation d'espèces végétales lutter contre la pollution) tout en garantissant l'employabilité des étudiants face à des enjeux économiques et financiers dominants. Dans cet optique, le discours étudiant doit être étudié.

Dans leurs relations à l'environnement, les structures de formation ont besoin de repenser l'interface avec les entreprises, les différentes organisations professionnelles. Des actions concrètes sur le terrain peuvent être établies (méthanisation par exemple). Une véritable *révolution* du métier d'agriculteur aujourd'hui producteur, a un rôle à jouer sur l'environnement (compensation des effets de serre) en devenant prestataire de service environnemental. Ces enjeux doivent être des préoccupations politiques et éducatives. Le monde agricole est un véritable terrain d'innovation et d'hybridation sociale. Dans une société d'usages, comment les professionnels de la terre s'y engagent-ils et dans ce contexte,

comment les structures de formation doivent repenser leurs diplômes en matière de complémentarité (double cursus, développement de nouvelles compétences méthodologiques et académiques visant adaptabilité, objectivation, posture compréhensive des enjeux, concertation entre formation des techniciens, des ingénieurs, des managers de projet, expertise et formation des enseignants).

Le monde agricole n'échappe pas aux conséquences de la modernisation et aux métamorphoses parfois vécues comme de véritables crises. Ainsi la question du bien-être et de l'éco-anxiété chez les professionnels de la terre se pose avec de plus en plus d'acuité. Charge mentale, estime de soi, qualité du travail, résultats, norme, le bien être n'est pas seulement d'ordre médical. Il s'inscrit dans une approche multifactorielle et dépend des représentations et des pratiques individuelles et collectives.

Les thématiques et problématiques centrales, dans les préoccupations agri environnementales, qui sont mobilisées s'inscrivent pour l'essentiel dans le champ des sciences humaines et sociales et en particulier, les sciences de l'éducation et de la formation, la socio-anthropologie, la géographie, la psychologie sociale et la psychologie clinique et sont également complétées par les apports des sciences de l'ingénieur, de l'agronomie, des techniques mathématiques (statistiques par exemple). Il s'agit en effet moins d'une agrégation de disciplines que d'un questionnement à la fois trans et inter disciplinaire ; rendre compte de la diversité, voire de la complexité, d'une réalité tout autant naturelle que culturelle. La complémentarité disciplinaire nous apparaît de ce fait aussi cruciale qu'heuristique. Ainsi, l'incubation interdisciplinaire permettra de générer un projet d'innovation sociétale environnementale et économique via l'articulation de plusieurs disciplines, des points de vue des paradigmes épistémologique, de démarches méthodologiques hybrides (quantitatives et qualitatives) afin de répondre aux besoins des acteurs tant des travailleurs de la terre (chefs d'exploitation agricole, producteurs agricoles, cultivateurs, arboriculteurs par exemple) que les consommateurs.

L'incubation interdisciplinaire contribue à construire de nouvelles connaissances en matière d'interactions entre les acteurs et leur environnement, centrée sur une approche écologique, sociétale, systémique qui dépasse la dichotomie approche individuelle/approche sociétale. L'approche est scientifique, vulgarisante et intégrative des connaissances produites dans les pratiques agricoles.

En quoi chacune des disciplines mobilisées contribue à nous enseigner et à nous renseigner sur l'incubation ?

La socio-anthropologie permet d'accéder aux logiques identitaires et culturelles au cœur des choix et des décisions des acteurs. L'incubation est aussi, de toute évidence, territorialisée et la géographie sociale contribue à l'analyse des différents espaces d'action et de pensée. Les sciences de l'éducation et de la formation contribuent à décrire, expliquer et comprendre à leur échelle, les processus de transmission-acquisition et de professionnalisation qui au sein d'une dynamique d'incubation rendent possible l'intégration des connaissances au service du développement des compétences, de l'empowerment, de l'épanouissement professionnel et du bien-être au travail le cas échéant. Ce bien-être est de ce fait mis en exergue par la perspective psychologique à travers l'analyse de la question de l'éco-anxiété et de l'approche ergonomique par les compétences des professions de soin. L'approche statistique multifactorielle contribue à la gestion et au traitements de données recueillies par l'ensemble des disciplines et d'élaborer des modèles structurels et structurants dans cette première étape de travailler de manière plus

spécifique en matière d'élaboration d'une cartographie des savoirs des travailleurs de la terre, en particulier ceux concernés par l'agri environnement.

2. Rapport final

1. Méthodologie

La démarche méthodologique est de type qualitatif et s'inscrit dans une approche hypothético déductive. Les outils de la méthode qualitative mobilisés sont l'entretien semi directif, l'observation participante ou la participation observante et l'analyse documentaire.

L'analyse documentaire s'est appuyée sur l'étude de documents de nature variée comme par exemple des rapports, des études, des diagnostics et des cartographies du territoire breton ainsi que l'étude des sites web (organismes de formation agricoles, institutions, chambres d'agricultures, législation, associations, coopératives agricoles, territorialité, par exemple).

Le public enquêté est représenté par 9 professionnels de la terre interrogés ainsi que 30 observations participantes.

La grille d'entretien est élaborée selon trois grandes parties:

- l'étude des ressources potentiellement mobilisables par les professionnels de la terre
- l'étude de leurs représentations sociales
- l'étude du transfert de compétences

Le recueil des données relatif au processus de mobilisation des ressources s'appuie dans un premier temps sur l'élaboration d'une cartographie des ressources environnementales en Bretagne. Au total, 19 ressources ont été sélectionnées, comprenant notamment les normes institutionnelles, l'État, les collectivités territoriales, les organisations professionnelles agricoles, les financeurs, les lieux d'échange, les organismes de formation (lycées agricoles, MFR, enseignement supérieur), les associations partenaires, les centres de recherche, les chambres d'agriculture, les coopératives, les organisations syndicales, la MSA, les entreprises agroalimentaires ou encore le parc naturel régional du Morbihan. L'enquête a ensuite analysé le rapport des agriculteurs à ces ressources selon trois dimensions : leur niveau de connaissance, leur perception comme ressource utile et leur utilisation effective dans l'activité professionnelle.

Les réponses attendues se présentent grâce à la production d'échelles de mesure à 2 niveaux de réponses dans lesquelles les agriculteurs se positionnent dans une première partie sur leur niveau de connaissance d'un ensemble de ressources environnementales micro, meso et macrostructurelles, dans une deuxième partie sur leur niveau de considération de ces ressources et dans une troisième partie sur leur niveau d'utilisation de ces dernières. L'objectif visé est celui de saisir le processus de mobilisation de ressources présentes dans leur environnement de travail.

Le traitement des données vise à connaître les ressources les plus connues, les plus considérées et les plus mobilisées par les agriculteurs et à saisir le lien entre ces trois sous processus (connaissance, considération et utilisation) au service de l'étude du processus de mobilisation des ressources.

Le recueil des données relatif à l'étude de leurs représentations sociales est organisé selon 4 grandes thématiques: la présentation de l'exploitation et du type de production, le parcours de formation et le cursus des chefs d'exploitations, les représentations sociales des mesures agroenvironnementales, l'évaluation des

politiques agricoles nationales et européennes. Le traitement des données s'appuie sur l'analyse thématique, analyse de contenu (thèmes principaux et secondaire)

Le recueil des données relatif au transfert des compétences vise à comprendre la perception qu'ont les agriculteurs d'eux-mêmes au-delà de celui d'acteurs de production alimentaire. Il s'agit d'interroger les agriculteurs sur différentes dimensions préétablies, qui sont la production alimentaire, l'entretien des paysages, le respect de la biodiversité, le maintien de l'équilibre des sols, des équilibres hydriques et hydrauliques, l'identité culturelle et touristique, la production de biomasse, la production d'énergie, le stockage du carbone et la gestion financière.

La méthodologie Q-sort permet d'explorer les avis des personnes interrogées, en les poussant à faire des choix, de manière ludique, qui ne donne pas l'impression d'être forcé ou contraint. Mais cela permet d'éviter tout biais d'acquiescement ou de tendance centrale que l'on retrouve dans certains questionnaires. Cette méthode qualitative se base sur le principe de mesure comparative entre plusieurs idées. Ces idées sont représentées à l'aide d'images. L'objectif est que les participants placent nos 12 images sur une échelle allant de « Pas du tout d'accord » (-3) jusqu'à « Tout à fait d'accord » (3), il n'y a pas de position neutre. Un des avantages de cette méthode est qu'elle permet d'obtenir sur un petit échantillon un grand nombre d'idées.

On cherche essentiellement à obtenir des informations qualitatives concernant leurs perceptions, même si cette méthode permet ensuite de réaliser des analyses factorielles pour en extraire des données statistiques. L'objectif étant de comprendre s'il se pense acteur de ces dimensions et comment il les concrétise ou comment cela pourrait être concrétisé. La méthode d'analyse des données est l'analyse thématique et statistique

Le recueil des données auprès d'un échantillon commun a présenté des difficultés en matière de contact et de disponibilité des professionnels. Il n'aura pas été possible même si cela n'était pas prévu de réaliser une enquête quantitative. Sur l'ensemble des agriculteurs interrogés, la plupart est en agriculture biologique. Ce biais de recrutement ne permet pas de généraliser les résultats, mais de recueillir les représentations d'agriculteurs engagés dans une agriculture plus paysanne. Il serait pertinent, dans une suite d'étude, d'explorer ces représentations auprès d'agriculteurs en agriculture dite « conventionnelle », afin de comparer les perceptions selon les systèmes de production. En matière d'étude des représentations sociales, les 9 exploitations interrogées ont servi la mise en perspective des enquêtés.

2. Partenariat. Préciser le rôle de chaque partenaire dans le projet.

Le projet a impliqué un grand nombre de partenaires issus d'organisations différentes. Des agriculteurs, la confédération paysanne, le MNLE, les chambres d'agriculture, des institutions, des laboratoires de recherche, des organismes de formation (maison familiale rurale et lycée agricole), des agriculteurs, des collectivités territoriales, le parc régional du Golfe, FDSEA du Morbihan, des universités, The land.

3. Préciser l'accompagnement accompli par la MSHB

Plusieurs services de la MSHB ont soutenu le projet et ces derniers ont été régulièrement mobilisés par l'équipe du projet. En matière de veille scientifique, la MSHB nous a régulièrement fait profiter d'articles scientifiques abordant des sujets

d'actualité et innovants. Le service financier a accompagné le projet dans la gestion des dépenses financières sur les questions de fonctionnement, masse salariale, organisation d'évènements.

4. Bilan scientifique du programme :

- *Manifestations scientifiques (nature, calendrier... - cf. annexe) ;*

Ce projet a suscité la participation et l'organisation de plusieurs programmes et évènements.

Il a dans un premier temps été amorcé lors de l'organisation de la journée de la recherche de l'UFR sciences humaines dont la thématique choisie était celle de la **transition environnementale**. Cette rencontre scientifique s'est inscrite dans la perspective du projet "Interdisciplinary Research & Innovative Solutions for Environmental transition" (IRIS-E) qui a pour ambition de **renforcer l'impact académique, socio-économique et international de l'Université de Rennes en faveur de la transition environnementale** <https://iris-e.univ-rennes.fr/lambition-du-projet-iris-e>.

Ce projet a été fortement valorisé et développé par l'organisation par une journée formatrice au sein de la Chambre d'agriculture de Vannes, le 25 juin 2024. Un ensemble de diagnostics du territoire breton en matière de pratiques agraires nous a permis d'établir des besoins et des constats en matière de professionnalisation des agriculteurs de la terre.

Le séminaire *Eduquer et former à l'agroécologie en Bretagne* qui s'est tenu le 6 février 2026, à la MSHB (voir programme en annexe). Cette journée a fait l'objet d'une préparation en amont de 5 mois au cours desquels la gestion financière, l'organisation scientifique et le choix des intervenants a conduit à de nombreux échanges et espaces de diffusion voir de valorisation du projet.

- *Apports sur les savoirs et les méthodes, constitution d'outils de travail ;*

Le projet s'inscrit dans un paradigme commun dit intégrateur (Khun, 1979)) dans lequel il est possible d'articuler des théories, des concepts et des méthodologies attachées à des courants issus de disciplines différentes mais au service d'une question commune et de processus à l'œuvre. Les quatre disciplines impliquées dans le projet, les sciences de l'éducation et de la formation, la géographie, la psychologie et la sociologie ont su éclairer la question de la transition écologique à partir de conceptions disciplinaires faisant écho les unes aux autres. Ces disciplines se situent dans une dynamique incubatrice dans laquelle il est question d'étudier le développement professionnel des agriculteurs dans le cadre de la transition écologique. Il s'agit dans ce projet de repérer, d'analyser et de comprendre les enjeux de la connaissance agro-environnementale des travailleurs de la terre et de saisir la manière dont les producteurs agricoles construisent des connaissances en matière de pratiques agraires plus soucieuses de la transition écologique. Une véritable révolution du métier d'agriculteur aujourd'hui producteur, a un rôle à jouer sur l'environnement (compensation des effets de serre) en devenant prestataire de service environnemental. Ces enjeux doivent être des préoccupations politiques et éducatives.

La recherche proposée a visé d'une part, une étude des pratiques à travers l'analyse des représentations sociales dans le monde agricole et d'autre part, la facilitation à l'adaptation par l'évaluation des capacités des individus à mobiliser diverses ressources, qu'elles soient d'ordre personnel ou sociétal au service de prise de décision et de l'adaptation face aux diverses transitions. La question du transfert des compétences a été un point d'étude significatif dans la compréhension de ce processus.

Trois processus sont ainsi communément et complémentirement éclairés scientifiquement: les représentations sociales : : concept, typologies des représentations, réalités des discours et des pratiques, le transfert de compétences, la mobilisation des ressources environnementales-organismes

En préambule de ces résultats, le projet a défini les notions et concepts liés à l'agroécologie

a. Notions et concepts de l'agroécologie

L'agroécologie désigne un ensemble de concepts et de pratiques dans lesquels les connaissances de l'écologie scientifique sont utilisées pour la production agricole : s'inspirer de la nature pour favoriser la biodiversité.

Dans le cadre d'un processus participatif afin de développer une conception de système adaptable et optimisable aux conditions locales, 10 éléments de l'agroécologie ont été élaborés entre 2015 et 2019, en combinant les aspects environnementaux, sociaux et politiques. En 2019, les 197 États membres de la FAO (*Food and Agriculture Organization*, Nations Unies) l'ont approuvé en tant que guide pour la promotion de systèmes agricoles et alimentaires durables. Le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE) a approfondi et analysé les 10 éléments sur l'agroécologie de la FAO, soulignant qu'il n'existe pas de solution « unique » pour relever les défis de notre système alimentaire. En 2019, le HLPE propose dans son rapport de compléter les 10 éléments de la FAO par trois objectifs de développement : Améliorer l'efficacité des ressources, Assurer la justice et la responsabilité sociales, Renforcer la résilience

Résilience des agrosystèmes

La résilience constitue-t-elle un système complexe apte à implémenter durablement le système agroécologique ?

Pour y répondre, les dimensions de la résilience des systèmes socio-écologiques complexes qui expriment sa double nature « réactive » et « proactive » se définissent nécessairement (Woloszyn, Quenault, 2013) par : les solutions qui valorisent les capacités locales de gestion, la volonté de limiter le plus possible les interventions de la puissance publique, l'implication des agents à différentes échelles, une réflexion prospective sur la notion d'émergence catastrophique, impliquant la transformation de la structure fondamentale du système ("résilience proactive"), le choix de défendre la résilience du système de gestion des risques locaux par rapport à l'échelle globale du coût de ces risques .

L'agroécosystème désigne un « système écologique modifié par les êtres humains pour produire de la nourriture, des fibres ou d'autres produits agricoles. [...] [Il est] souvent structurellement et dynamiquement complexe, mais [sa] complexité découle principalement de l'interaction entre processus socio-économiques et écologiques » (Conway, 1987, p. 95).

PAT et dynamique de résilience

Partant du postulat que si des exploitations agricoles en tant que système (Darnhofer, 2010) améliorent leur résilience, alors le système agricole et alimentaire local auquel elles se relient améliore aussi sa résilience. Ce faisant, le projet alimentaire territorial (PAT) est un outil contractuel particulièrement adapté à l'augmentation de la résilience, car il vise à la fois à rapprocher les producteurs, les transformateurs, les distributeurs, les collectivités territoriales et les consommateurs, à développer l'agriculture sur le territoire et à conforter la qualité de l'alimentation. Il

répond en cela à l'objectif de structuration de l'économie agricole et de mise en œuvre d'un système alimentaire territorial.

Application aux Microfermes

Par la description d'une expérience d'installation d'une micro-ferme en Gironde, nous avons en effet montré que les petites fermes sont un point d'entrée pertinent pour transformer le système alimentaire territorial « de l'intérieur », en activant les différentes formes de résilience par l'augmentation de la connectivité de l'exploitation.

Ces différentes formes de résilience (que l'on peut résumer par *la loi des trois R* : robustesse, récupération, réorientation) se développent ainsi à travers différents niveaux de connectivité (sélective, support et transformative) :

- la mobilisation des liens avec des acteurs territoriaux, noués antérieurement à l'installation agricole (connectivité territoriale préexistante) ;
- la cocréation de leur territoire à travers la configuration d'un lieu « refuge » où la relation à l'agroécosystème est forte (connectivité sélective) ;
- l'auto-organisation d'une communauté de soutien formée en réponse à des besoins « réels et appropriés » (connectivité support) ;
- l'engagement pour changer le système agricole et alimentaire local à travers une triple responsabilité exercée auprès du système d'acteurs locaux : par l'essaimage, l'expertise et l'émotion (connectivité transformative).

Ce lien qui s'opère entre le système d'activité d'une micro-ferme et le système alimentaire territorial grâce au système d'acteurs locaux montre qu'un nouveau paradigme de développement territorial peut, à petite échelle, réorienter le système alimentaire vers l'agroécologie paysanne. Ainsi, nous pouvons affirmer que la transformation de notre système alimentaire ne passe pas uniquement par un changement du mode de production agricole, mais également qu'elle dépend de - et provoque - un *changement de société*.

b. La question de la professionnalisation des professionnels de la terre étudiée par le biais de trois processus

- les représentations sociales : concept, typologies des représentations, réalités des discours et des pratiques

En matière de représentations sociales, la confirmation du changement de la différence de représentations entre les différentes générations de travailleurs. Si les aînés ont su habilement intégrer les financements dans le cadre du PMPOA (programme de maîtrise des pollutions agricoles), les plus jeunes semblent avoir mieux compris la demande sociale en matière de respect de l'environnement, de la terre comme des animaux mais aussi en ce qui concerne la volonté d'améliorer la qualité des aliments.

A propos de « représentations sociales », de l'agri-écologie, chez les agriculteurs, à partir de l'analyse de contenu des résultats de l'enquête, encore une fois, qualitative :

Les représentations sociales de l'agro-écologie chez les agriculteurs sont à l'évidence aussi complexes, comme dirait Edgar Morin, que diverses et parfois ambivalentes, et, nous l'avons vu et confirmé, très fortement liées à leurs expériences, aux contraintes économiques et, aussi, aux différentes identités professionnelles. Mais, d'abord, qu'est-ce qu'une représentation sociale ? On sait,

qu'en sciences sociales, une représentation sociale correspond à un ensemble de perceptions, croyances et valeurs partagées, qui permettent aux individus de donner du sens à une pratique. Il s'agit de la manière dont les agriculteurs comprennent, jugent et s'approprient l'agro-écologie. A cet égard, on peut distinguer, dans un premier temps, des représentations plutôt positives, mais « conditionnelles », et l'argumentation est structurée, dans les discours (les pensées et opinions !), autour des thématiques suivantes :

La nécessité d'une agriculture beaucoup plus respectueuse, dans la mesure où beaucoup d'agriculteurs associent l'agro-écologie à la protection des sols, à la réduction des intrants, au respect, plus globalement, de la nature. Ainsi, elle est perçue comme une réponse aux « crises environnementales ».

L'agro-écologie est un véritable levier d'autonomie, puisque certains enquêtés y voient, à la fois, moins de dépendance aux produits chimiques, une occasion de réduction des coûts et plus d'autonomie décisionnelle. Dans tous les cas, ce type de production agricole donne à voir une valorisation d'une image d'agriculteur « indépendant ». On peut parler d'une valorisation du métier, à travers, une volonté de retour à des pratiques jugées considérées comme bien plus « nobles », permettant, au passage une meilleure « reconnaissance sociale », en particulier de la part des consommateurs, et donc de la société plus globalement !

Mais les représentations de l'agro-écologie sont, aussi, plus contrastées, et, même plutôt « négatives », dans tous les cas, vraiment « sceptiques », et ce, pour diverses raisons : D'abord, l'existence, voire la réalité, d'un risque économique, avec la peur de baisse de rendement et l'incertitude sur les revenus. En fait, l'agro-écologie est parfois vue comme très risquée financièrement. De plus, la charge de travail accrue, avec des pratiques plus complexes, et le besoin d'observation et d'adaptation en permanence. Et certains agriculteurs, par exemple, ont parlé d'une agriculture « plus exigeante ». Enfin, la remise en cause, au moins partielle, des savoirs, et le sentiment que leurs pratiques traditionnelles, et perçues comme « (dé)passées », sont critiquées, provoquant une véritable tension identitaire (Un agriculteur s'est exprimé dans ce sens ; « On nous dit qu'on faisait vraiment mal, avant... ! »).

Ainsi, on voit bien que cette demande de changements, en matière de pratiques agricoles, peut générer des résistances. En effet, c'est une vision « idéologisée », que certains agriculteurs (parfois âgés, mais pas toujours !) perçoivent l'agro-écologie comme un discours, à la fois, politique ou urbain, et, dans tous les cas, totalement « déconnecté des réalités du terrain ».

- Le transfert des compétences

L'idée est celle d'accompagner les agriculteurs à la prise de conscience des compétences existantes. Les agriculteurs disposent de compétences qu'ils ne placent pas au cœur de leur activité et dont ils n'ont pas conscience. Le déni à ne pas prendre en compte certaines compétences car elles remettent en cause certains équilibres (tourisme, stockage de carbone, par exemple).

Au delà des compétences en agroalimentaire, les agriculteurs sont capables de transférer ces compétences dans d'autres champs de compétences comme le respect de la biodiversité, l'entretien des paysages et le stockage du carbone et l'entretien des sols. 7/8 des agriculteurs sont bio. Il sera intéressant d'aller interroger des agriculteurs plutôt conventionnels dont on penserait qu'ils n'ont pas les compétences en agroécologie. 31% des agriculteurs interrogés sont actifs au sein

d'organisations qui accompagnent les jeunes exploitants. Une démarche éducative et de formation s'observe dans les modalités de communication des agriculteurs avec certaines structures comme des écoles ou des consommateurs afin de faire prendre conscience des enjeux et de communiquer sur le métier.

On reste dans une agriculture paysanne assez en retrait sur le plan politique, éducatif et économique. Au niveau des entreprises agroalimentaires, elles ont tendance à aller chercher des gros producteurs ce qui met en avant le manque de relation avec les petits producteurs. Réciproquement, les petits producteurs refusent certaines propositions par manque de moyens.

Les apports de la psychologie sociale ont mis en évidence les modes de formation des agriculteurs aux méthodes de l'agroécologie - Comment former les agriculteurs aux méthodes de l'agroécologie?

Telle était la question initiale posée aux acteurs participants de ce projet. Du point de vue de la psychologie des organisations nous nous sommes interrogés sur la formulation même de la question en émettant l'hypothèse suivante pour tenter d'y répondre :

Et si nous commençons par interroger les représentations que les agriculteurs se donnent de leur rôle en tant qu'acteur des productions alimentaires, mais sans doute pas que ?

En effet, dans cette perspective de la prise en compte des enjeux environnementaux et sociaux qui fondent les principes de l'agroécologie, il nous semble pourtant que les activités réalisées par un agriculteur sont si variées qu'elles participent du développement de compétences multiples qui pourraient aisément faire l'objet d'un transfert d'une activité vers une autre. Ainsi, si l'agriculteur est en mesure de réaliser plusieurs activités toutes sont, d'une manière ou d'une autre, porteuses de valeurs, de sens et donc de rémunération.

Le point de vue que nous soutenons n'est pas tant de former les agriculteurs à de nouveaux métiers mais plutôt de les accompagner dans le transfert des compétences maîtrisées vers de nouvelles compétences non-encore réalisées parfois, mais pourtant en devenir. Plutôt que de former les agriculteurs l'enjeu serait donc de les accompagner dans ce transfert de compétences pour réaliser les activités suivantes qu'ils ne réalisent peut-être pas mais qu'ils sont en mesure de réaliser si l'on se donne les moyens de mettre en œuvre ce transfert nécessaire. Mais encore faut-il qu'ils se reconnaissent comme acteur de ces activités.

Alors, les représentations qu'ils se donnent d'eux-mêmes en tant qu'acteur relèvent-elles d'une expression qui atteste ou pas qu'ils en sont bien dépositaires.

En tentant de recueillir leurs représentations il s'agit de relever « *ce que les gens pensent connaître et sont persuadés de savoir à propos d'objets, de situations, de groupes donnés* » (Abric, 2003), intégrées dans un système de valeurs et un contexte social spécifique. Par ce prisme, les représentations des agriculteurs traduisent leur rapport à leur environnement et à leurs pratiques professionnelles.

- la mobilisation des ressources environnementales et la production d'une cartographie des ressources potentiellement mobilisables

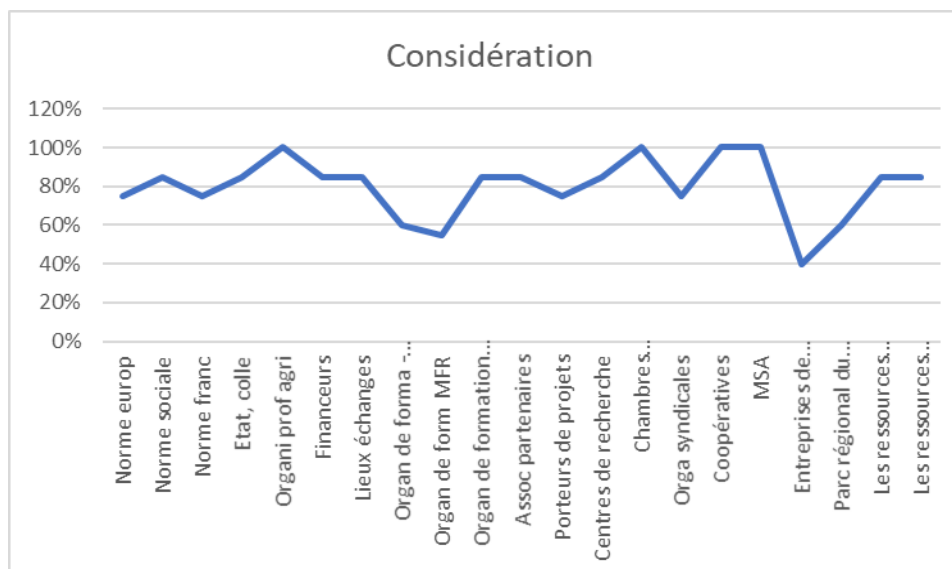
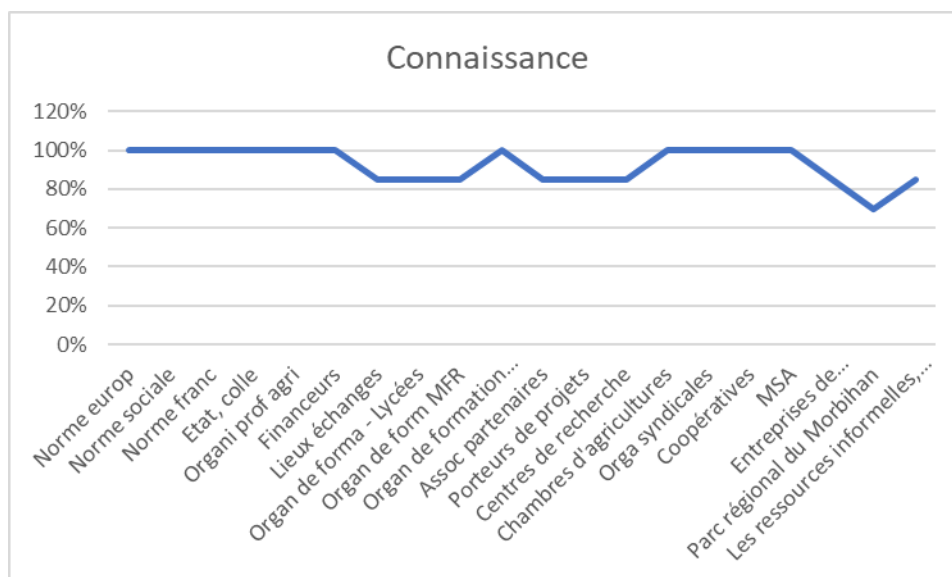
Cartographie des ressources mobilisées par les professionnels de la terre

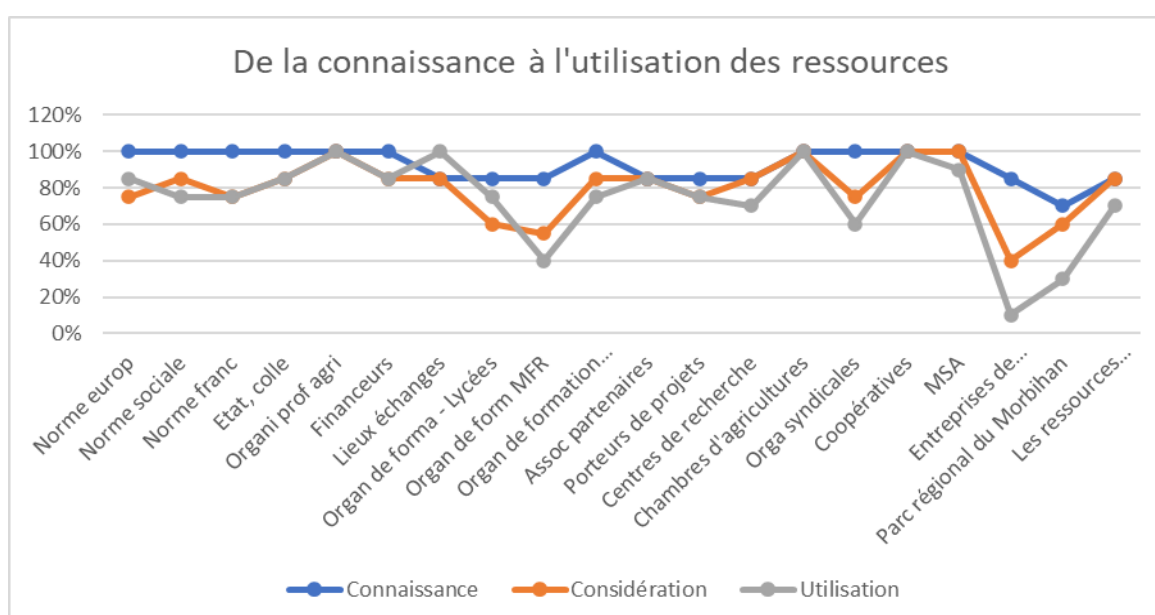
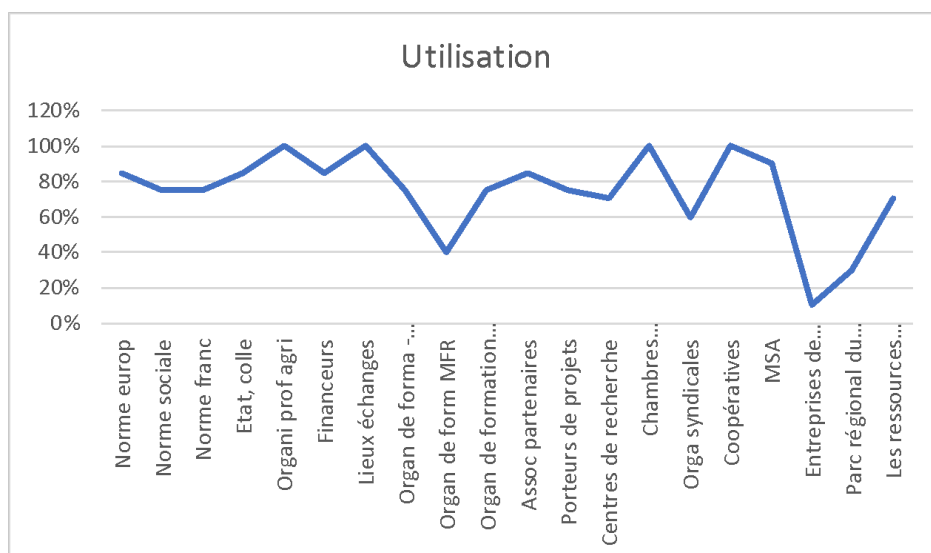
Etablir cette cartographie c'est tenter de repérer différents lieux, différentes structures, différentes personnes ressources en lien avec les travailleurs de la terre et du rural. Variable en partie selon les territoires et les personnes, c'est dépendant de la prise en compte locale de la complexité des changements socioéconomiques,

techniques et culturels et des capacités de résistance, d'opportunisme ou de tropisme vers la modernité des acteurs pour intégrer les transitions environnementales. C'est une longue liste d'opportunités de formation, de co-formation qui émerge dans le temps avec des quelques points nodaux.

En quoi les déterminants identifiés font ils ressource pour les professionnels de la terre ? Est-ce qu'ils les mobilisent ?

De la connaissance à l'utilisation des ressources





Les résultats montrent d'abord que certaines ressources sont très largement connues par les agriculteurs, notamment les normes européennes et nationales, l'État, les collectivités, les organisations professionnelles agricoles, les financeurs et les organismes de formation de l'enseignement supérieur. Cependant, toutes les ressources connues ne sont pas nécessairement perçues comme utiles ni mobilisées dans la pratique. En effet, les ressources les plus considérées comme pertinentes sont principalement les organisations professionnelles agricoles, les chambres d'agriculture, les coopératives et la MSA. De même, les ressources les plus utilisées par les agriculteurs sont les organisations professionnelles agricoles, les lieux d'échange, les chambres d'agriculture et les coopératives. À l'inverse, certaines ressources apparaissent peu mobilisées, comme les organismes de formation de type MFR, les organisations syndicales, les entreprises agroalimentaires ou encore le parc naturel régional du Morbihan.

L'un des principaux apports de cette recherche est d'avoir mis en évidence un processus d'orchestration des ressources, qui distingue trois étapes : connaître une

ressource, la considérer comme utile et l'utiliser effectivement. L'étude montre qu'il existe souvent un écart entre ces trois niveaux, ce qui révèle des mécanismes de sélection dans la manière dont les agriculteurs mobilisent leur environnement institutionnel. Les chercheurs souhaitent désormais poursuivre l'analyse en confrontant ces résultats aux acteurs de terrain, afin de mieux comprendre les raisons de ces écarts et d'affiner l'interprétation. Cette recherche contribue ainsi à mieux comprendre les relations entre agriculteurs et structures d'accompagnement, et propose un outil d'analyse utile pour les politiques agricoles et les dynamiques territoriales.

5. *Perspectives (publications, valorisation, préparation de réponses à des appels à projets, autres prolongements envisagés)*

Il n'y a pas à ce jour de préparation à des réponses à des appels. Les acteurs du projet sont désormais dans une phase de publication scientifique par la rédaction des actes du colloque, la production d'un article dans la revue nationale NATURELLEMENT du MNLE et la production d'un article. L'avancée de ses productions conduira sûrement à des réponses à de nouvelles appels d'offre.

III. Annexes

A- Liste des publications et productions liées au programme,

En préparation, rédaction des actes de la journée *Eduquer et Former en agroécologie en Bretagne*, rédaction d'un article pour la revue thématique *Ecologie, Ecologisme*.

B- Liste des manifestations scientifiques organisées dans le cadre du projet

Séminaires Eduquer et former à l'agroécologie en Bretagne, 6 février 2026, MSHB (voir programme ci dessous)
Journées d'études Chambre d'agriculture de Vannes, 2024
Colloque régional - Décarbonation de l'agriculture bretonne, 18/11.2025, Merdrignac, Lycée et CFA du Mené
Colloque "écologie scientifique et écologisme politique : Regards croisés sur l'environnement et le climat", 25 novembre 2022, de 8h30 à 18h, PNRV, campus Villejean.
Journée de la recherche de l'UFR SH, Transition environnementale, juillet 2023

C- Préparation de réponses à des appels à projets en lien avec le projet MSHB

D- Autres annexes disponibles

- les diagnostics territoriaux
- les grilles d'entretiens
- les profils des agriculteurs
- programmes des journées d'étude